



Bidonville de Tondo à Manille, aux Philippines (2014). Crédit : Dewald Brand / Miran pour Oxfam

UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DES 1 %

Ou comment le pouvoir et les privilèges dans l'économie exacerbent les inégalités extrêmes et comment y mettre un terme

La crise mondiale des inégalités atteint de nouveaux sommets. Les 1 % les plus riches possèdent désormais davantage que les 99 % restants. Ils font usage de leur pouvoir et de leurs privilèges pour biaiser le modèle économique et creuser le fossé entre eux et le reste de la population. Un réseau mondial de paradis fiscaux a permis aux plus riches de cacher quelque 7 600 milliards de dollars. La lutte contre la pauvreté est vaine si la crise des inégalités n'est pas résolue.

RÉSUMÉ

UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DES 1 %

Le fossé entre les riches et les pauvres est plus abyssal que jamais. Le Credit Suisse a récemment révélé que les 1 % les plus riches avaient désormais accumulé plus de richesses que le reste de la population mondiale¹, soit une année plus tôt que ce qu'avait prédit Oxfam dans une communication largement diffusée en amont du Forum économique mondial de l'année dernière. Parallèlement, les richesses détenues par la moitié la plus pauvre de l'humanité ont chuté de mille milliards de dollars au cours des cinq dernières années. Il s'agit de l'ultime démonstration que nous vivons dans un monde où les inégalités ont atteint un niveau sans précédent depuis plus d'un siècle.

Le document « Une économie au service des 1 % »² explore le comment et le pourquoi d'une telle situation et expose de nouveaux éléments troublants sur une crise des inégalités qui échappe à tout contrôle.

D'après les calculs d'Oxfam :

- En 2015, 62 personnes possédaient à elles seules les mêmes richesses que 3,5 milliards de personnes (soit la moitié la plus pauvre de l'humanité), contre 388 personnes en 2010.
- La fortune des 62 personnes les plus riches au monde a augmenté de 44 % entre 2010 et 2015, soit une hausse de plus de 500 milliards de dollars (542 milliards de dollars), pour s'établir à 1 760 milliards de dollars.
- Parallèlement, les richesses de la moitié la plus pauvre de l'humanité ont diminué de plus de mille milliards de dollars au cours de la même période, soit une chute de 41 %.
- Depuis le début du XXI^e siècle, la moitié la plus pauvre de la population mondiale a bénéficié de seulement 1 % de l'augmentation totale des richesses mondiales, alors que les 1 % les plus riches se sont partagé la moitié de cette hausse.
- Le revenu annuel moyen des 10 % les plus pauvres dans le monde a augmenté de moins de 3 dollars en près d'un quart de siècle. Autrement dit, leur revenu journalier a augmenté de moins d'un cent par an.

L'exacerbation des inégalités économiques est néfaste pour l'ensemble de la population, car elle sape croissance et cohésion sociale. Et les conséquences pour les personnes les plus pauvres sont particulièrement désastreuses.

Les défenseurs du statu quo prétendent que les inquiétudes générées par les inégalités reposent sur « la jalousie politique ». Ils évoquent souvent la réduction du nombre de personnes vivant dans l'extrême

62 PERSONNES

Détiennent les mêmes richesses que les 3,5 milliards de personnes les plus pauvres au monde

542 MILLIARDS DE DOLLARS

Augmentation de la richesse des 62 personnes les plus riches au monde depuis 2010

1 000 MILLIARDS DE DOLLARS

Baisse des richesses détenues par les 3,5 milliards les plus pauvres au monde depuis 2010

1 %

Depuis 2000, la moitié la plus pauvre de la population mondiale n'a récolté que 1 % de l'augmentation des richesses dans le monde

50 %

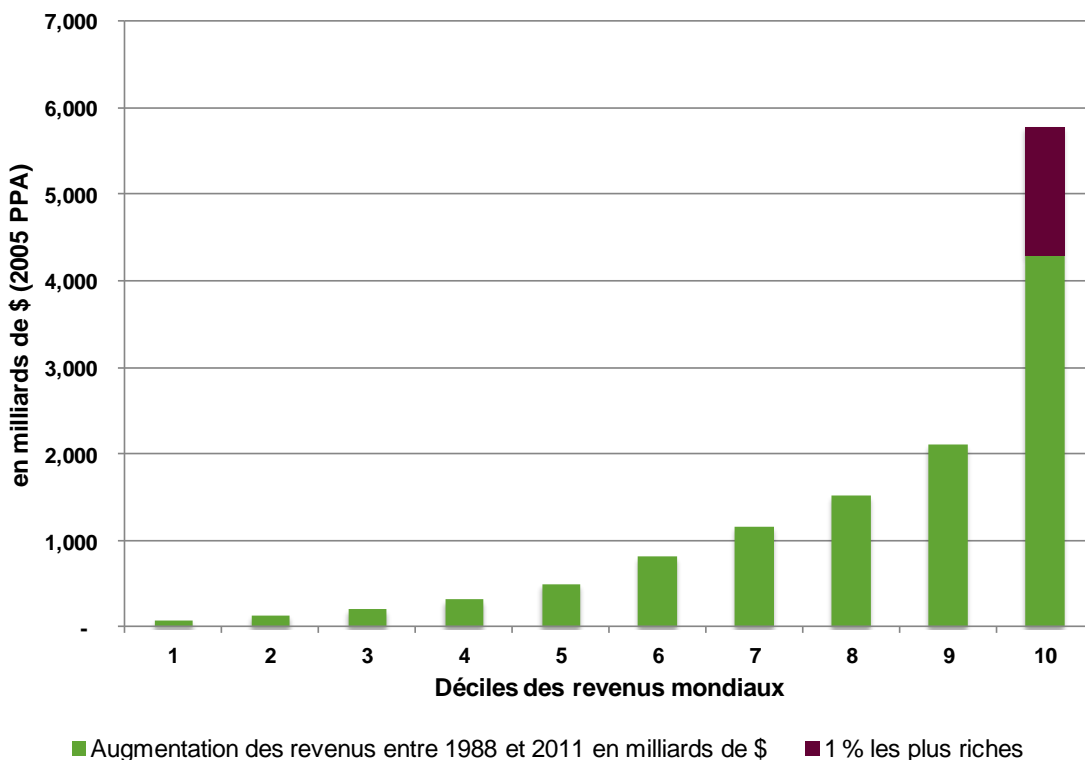
Part de l'augmentation des richesses dans le monde depuis 2000 dont ont bénéficié les 1 % les plus riches

3 \$

Augmentation du revenu annuel moyen des 10 % les plus pauvres dans le monde

pauvreté pour démontrer que les inégalités ne constituent pas un problème majeur. Mais ils font fausse route. En tant qu'organisation ayant vocation à lutter contre la pauvreté, Oxfam salue sans équivoque les progrès fantastiques qui ont contribué à réduire de moitié le nombre de personnes vivant en dessous du seuil d'extrême pauvreté entre 1990 et 2010. Mais si, au cours de la même période, les inégalités ne s'étaient pas creusées dans tous les pays, 200 millions de personnes supplémentaires auraient pu sortir de cette pauvreté. Un chiffre qui aurait même pu atteindre 700 millions si les pauvres avaient davantage bénéficié de la croissance économique que les riches.

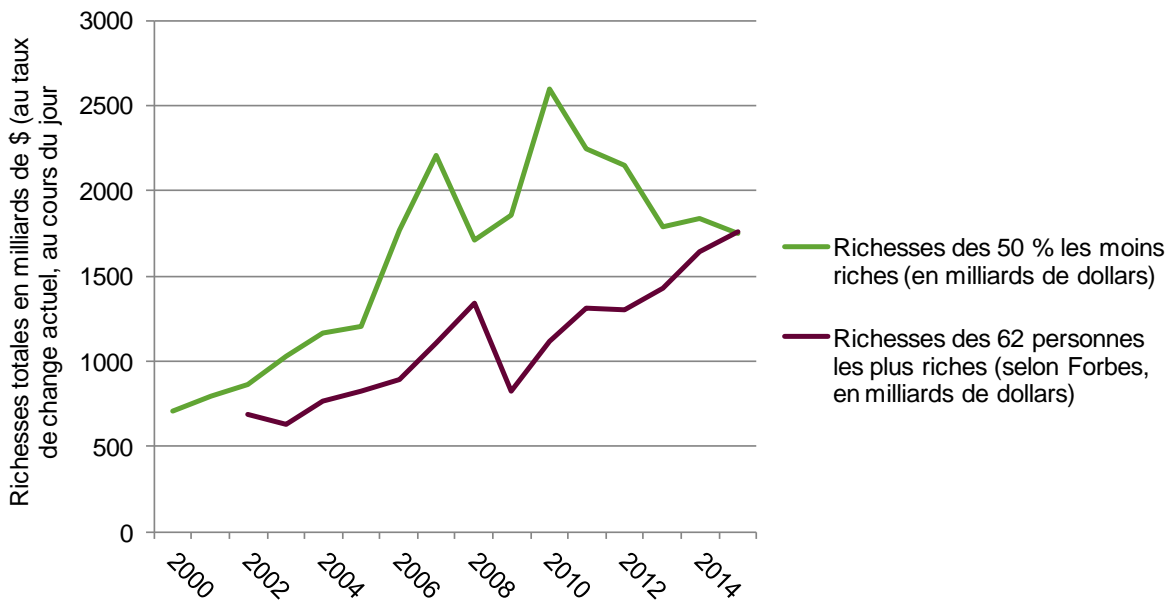
Graphique : Accumulation de la croissance des revenus dans le monde par décile entre 1988 et 2011 : 46 % de la croissance totale est revenue aux 10 % les plus riches³



Nul ne peut nier que les grands gagnants de l'économie mondiale actuelle sont les plus fortunés. Notre modèle économique est fortement biaisé en leur faveur, une tendance qui semble s'intensifier. En lieu et place du ruissellement attendu sur les couches inférieures de la population, les revenus et les richesses sont aspirées à un rythme alarmant par cette élite. À ce stade c'est un réseau de paradis fiscaux toujours plus élaboré et soutenu par un panel de gestionnaires de patrimoine qui garantit que cet argent reste hors de portée des citoyens ordinaires et de leurs États. D'après une récente estimation⁴, 7 600 milliards de dollars, soit plus que le PIB combiné de l'Allemagne et du Royaume-Uni, sont actuellement détenus sur des comptes offshore par des particuliers.

7 600 milliards de dollars, soit plus que le PIB combiné de l'Allemagne et du Royaume-Uni, sont actuellement détenus sur des comptes offshore par des particuliers.

Graphique : La fortune des 62 personnes les plus riches continue de croître, tandis que les richesses de la moitié la plus pauvre de l'humanité stagnent⁵



En outre, les inégalités économiques croissantes aggravent les inégalités existantes. Le Fonds monétaire international (FMI) a récemment déclaré que les pays au sein desquels les revenus sont les plus inégaux ont tendance à présenter des inégalités plus marquées entre les hommes et les femmes dans la santé, l'éducation, sur le marché du travail, ainsi qu'en termes de représentation dans les institutions, comme dans les parlements⁶. Les écarts salariaux entre les femmes et les hommes sont également plus marqués dans les sociétés plus inégalitaires. Dans ce contexte, il est à noter que 53 des 62 personnes les plus riches au monde sont des hommes.

Par ailleurs, Oxfam a récemment démontré que les plus pauvres vivent dans les zones les plus vulnérables au changement climatique, alors que la moitié la plus pauvre de la population mondiale n'est responsable que de 10 % des émissions totales⁷. On estime que les 1 % les plus riches du monde ont une empreinte carbone moyenne 175 fois supérieure à celle des 10 % les plus pauvres.

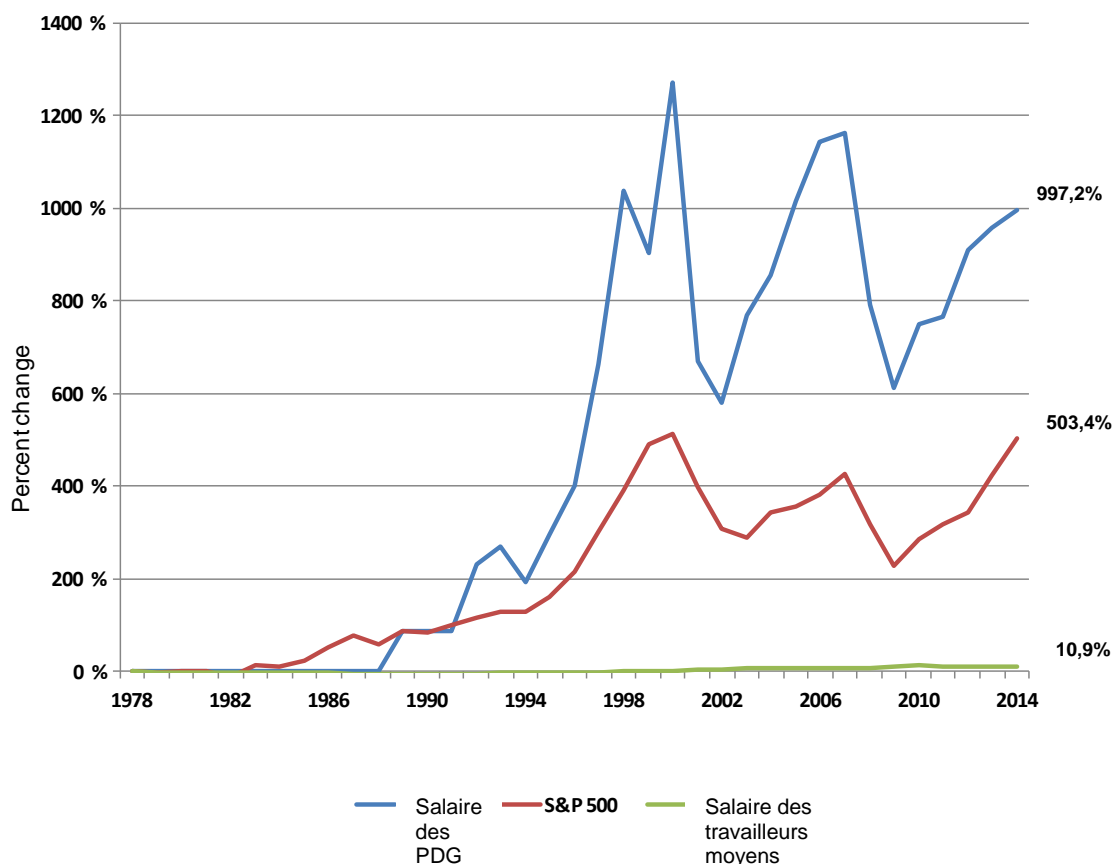
Plutôt qu'une économie qui soutienne la prospérité de chacun, les futures générations et la planète, nous avons créé un modèle économique qui favorise les 1 % les plus riches. Comment en sommes-nous arrivés là, et pourquoi ?

L'une des principales raisons alimentant cette incroyable concentration des richesses et des revenus est la croissance des rendements en faveur du capital, au détriment du travail. Dans la quasi-totalité des pays riches et dans de nombreux pays en développement, la part du revenu national revenant aux travailleurs a chuté. Autrement dit, les travailleurs récoltent de moins en moins les fruits de la croissance. A contrario, les détenteurs de capitaux ont vu leur capital constamment augmenter (sous la forme d'intérêts, de dividendes ou de bénéfices non distribués) à un

rythme supérieur à celui de la croissance économique. L'évasion fiscale pratiquée par ces détenteurs de capitaux et la réduction de la fiscalité sur les plus-values ont encore renforcé ces retours sur capitaux. Warren Buffet ne déclarait-il pas qu'il était lui-même soumis à un taux d'imposition plus faible que n'importe qui d'autre dans son entreprise, y compris son agent d'entretien et sa secrétaire ?

Dans le monde du travail, l'écart se creuse rapidement entre travailleurs moyens et ceux occupant les plus hauts postes. Alors que les revenus de nombreux travailleurs stagnent, ceux qui se trouvent aux échelons supérieurs ont vu leur salaire considérablement augmenter. D'après l'expérience d'Oxfam auprès de travailleuses du monde entier (du Myanmar au Maroc), les salaires de misère concernent avant tout les femmes. Ces dernières représentent la majorité des bas salaires et sont cantonnées aux tâches les plus précaires. Parallèlement, les revenus des personnes évoluant dans des postes à responsabilité ont explosé. Les PDG des plus grandes firmes américaines ont vu leur salaire augmenter de plus de moitié (+54,3 %) depuis 2009, alors que les salaires de base ont très peu évolué. Le PDG de la plus grande société informatique indienne gagne 416 fois plus qu'un employé ordinaire travaillant dans son entreprise. Enfin, 24 femmes seulement figurent au classement Fortune 500.

Graphique : Aux États-Unis, l'augmentation des revenus des PDG surclasse nettement celle des travailleurs moyens⁸



Dans différents secteurs d'activité de l'économie mondiale, les entreprises et les particuliers exercent souvent leur pouvoir et leur rang pour s'accaparer les fruits de la croissance. Les changements économiques et politiques opérés au cours des 30 dernières années (déréglementation, privatisation, secret financier et mondialisation, notamment de la finance) ont exacerbé la capacité des riches et des puissants à faire usage de leur rang pour concentrer encore plus leurs richesses. Cet agenda politique a été principalement influencé par ce que George Soros qualifie de « fondamentalisme de marché », lequel est au cœur de la crise des inégalités actuelle. Au final, les profits dont bénéficient une minorité ne sont souvent pas représentatifs d'une distribution juste et efficace.

Le réseau mondial de paradis fiscaux et l'institutionnalisation de l'optimisation fiscale, une pratique florissante des dernières décennies, illustrent parfaitement notre modèle économique actuel, biaisé dans l'intérêt des puissants. Les fondamentalistes de marché sont parvenus à imposer une légitimité intellectuelle selon laquelle une fiscalité allégée pour les entreprises et les particuliers fortunés est nécessaire pour stimuler la croissance économique et qu'elle est salutaire pour tous. Le modèle est entretenu par une brochette de professionnels grassement rémunérés évoluant dans les secteurs bancaires privés, juridiques ou dans des cabinets comptables et autres entreprises de placements.

Seules les entreprises et les particuliers les plus fortunés (à savoir ceux qui devraient payer le plus d'impôts) ont les moyens de recourir à ces services et à ce maillage international pour éviter de payer ce qui est dû. Cela pousse indirectement les États qui ne sont pas des paradis fiscaux à alléger leur fiscalité sur les entreprises et sur les particuliers fortunés et ainsi à s'embarquer dans un implacable « nivellement par le bas ».

L'assiette fiscale diminue du fait de cette optimisation généralisée, et ce sont les budgets des gouvernements qui en subissent les effets, engendrant des coupures dans les services publics de première nécessité. Les gouvernements se tournent donc de plus en plus vers l'imposition indirecte (comme la TVA) qui affecte de manière disproportionnée les plus pauvres. L'optimisation fiscale est un phénomène qui empire rapidement.

- D'après une analyse d'Oxfam menée sur 200 entreprises, notamment les plus puissantes au monde et les partenaires stratégiques du Forum économique mondial, 9 entreprises sur 10 sont présentes dans au moins un paradis fiscal.
- Les investissements privés dans les paradis fiscaux ont pratiquement quadruplé entre 2001 et 2014.

Cette pratique mondiale de l'optimisation fiscale saigne à blanc les États providence dans les pays riches. Elle prive également les pays pauvres des ressources dont ils ont besoin pour lutter contre la pauvreté, scolariser tous les enfants et empêcher leurs citoyens de succomber à des maladies pour lesquelles il existe un traitement facile.

Près d'un tiers (30%) de la fortune des riches Africains, soit 500 milliards de dollars, est placé sur des comptes offshore dans des paradis fiscaux. On estime que cela représente un manque à gagner fiscal de 14 milliards de dollars par an pour les pays africains. Cette somme couvrirait à elle seule les soins de santé susceptibles de sauver la vie à 4 millions d'enfants et permettrait d'employer suffisamment d'enseignants pour pouvoir scolariser tous les enfants africains.

L'optimisation fiscale a été décrite à juste titre par l'International Bar Association comme une violation des droits humains⁹ et par le président de la Banque mondiale comme « une forme de corruption au détriment des pauvres ». Pour mettre fin à la crise des inégalités, les leaders mondiaux n'ont d'autre choix que de mettre fin à l'ère des paradis fiscaux.

Les entreprises du secteur pétrolier, du gaz et des autres industries extractives font usage de tous les leviers que leur confère leur puissance économique pour asseoir leur position dominante. Ces pratiques leur assurent des profits nettement supérieurs à la valeur que ces entreprises apportent à l'économie et pèsent en réalité lourdement sur cette dernière. Elles font pression pour bénéficier de subventions des États (sous la forme d'allègements fiscaux) et pour faire obstacle à l'émergence de solutions plus écologiques. Au Brésil et au Mexique, les populations indigènes sont affectées de façon disproportionnée par la destruction de leurs terres traditionnelles, les forêts étant rasées au profit de l'exploitation minière et de l'agriculture intensive. Les vagues de privatisation (comme celle qu'a connue la Russie après la chute du communisme) permettent à un petit groupe d'individus d'amasser des fortunes conséquentes du jour au lendemain.

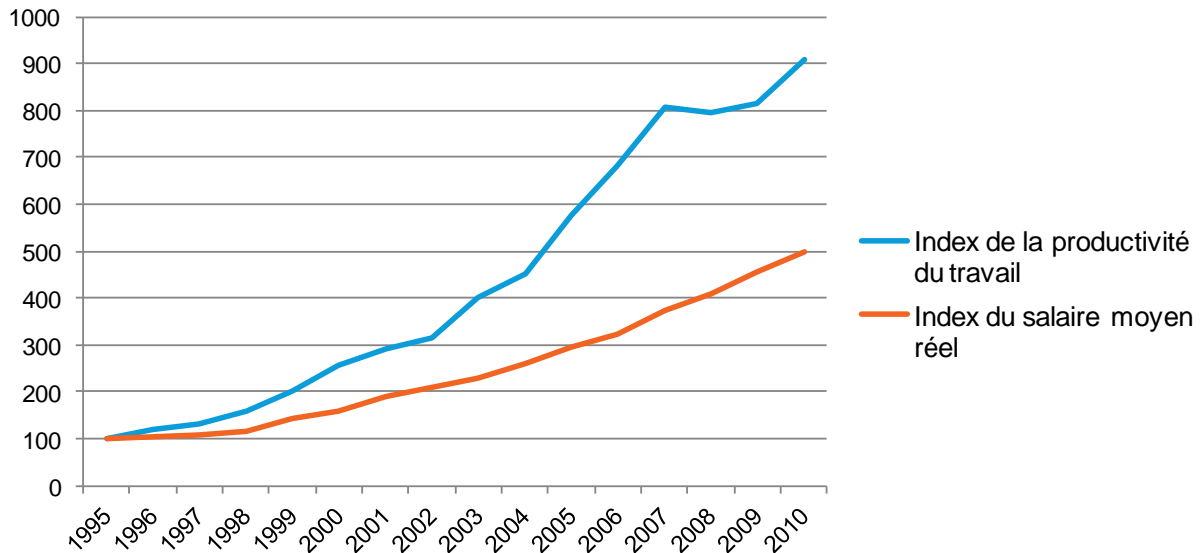
Au cours des dernières décennies, c'est le secteur financier qui a connu la croissance la plus rapide. Un milliardaire sur cinq est désormais issu du monde de la finance. Dans ce secteur, les disparités entre salaires, primes et valeur réelle ajoutée à l'économie sont plus marquées que dans tout autre domaine. D'après une récente étude de l'OCDE¹⁰, les pays où le secteur financier est surdimensionné sont marqués par une plus grande instabilité économique et des inégalités plus fortes. Les plus pauvres ont été les plus durement touchés par la crise de la dette publique découlant de la crise financière, de la remise à flot des banques et des politiques d'austérité qui ont suivi. Le secteur bancaire demeure au cœur du réseau des paradis fiscaux, la majorité des fortunes offshore étant gérées par seulement 50 des plus grandes banques au monde.

Dans le secteur vestimentaire, les entreprises exercent en permanence leur position dominante pour ne pas renoncer aux salaires de misère. Entre 2001 et 2011, les salaires des ouvriers de l'industrie textile dans les 15 plus grands pays exportateurs de vêtements au monde ont diminué en valeur absolue. Il est admis que le fait de verser aux femmes des salaires inférieurs contribue à optimiser la rentabilité. Le monde s'est focalisé sur le sort des ouvriers dans les usines de vêtements au Bangladesh en avril 2013, lorsque l'effondrement de l'usine Rana Plaza a fait 1 134 victimes. Des personnes meurent tandis que les entreprises cherchent sans cesse à optimiser leurs profits au détriment de la

Près d'un tiers (30%) de la fortune des riches Africains, soit 500 milliards de dollars, est placé sur des comptes offshore dans des paradis fiscaux. On estime que cela représente un manque à gagner fiscal de 14 milliards de dollars par an pour les pays africains. Cette somme couvrirait à elle seule les soins de santé susceptibles de sauver la vie à 4 millions d'enfants et d'employer suffisamment d'enseignants pour pouvoir scolariser tous les enfants africains.

sécurité. Malgré l'émoi et les beaux discours, les intérêts financiers à court terme des acheteurs priment toujours dans ce secteur, où incendies et problèmes de sécurité restent monnaie courante.

Graphique : Dans le secteur de l'habillement en Chine, les salaires réels stagnent alors que le nombre d'emplois et la productivité augmentent¹¹



Les inégalités sont également exacerbées par les entreprises qui recourent aux monopoles et à la propriété intellectuelle pour biaiser le marché en leur faveur, excluant la concurrence et augmentant les prix pour le consommateur ordinaire. En 2014, les entreprises pharmaceutiques ont consacré plus de 228 millions de dollars aux activités de lobbying à Washington. Lorsque la Thaïlande a décidé de délivrer une licence obligatoire pour plusieurs médicaments clés, une disposition offrant aux autorités la possibilité de produire des médicaments localement à un coût largement moindre en s'affranchissant de l'autorisation du détenteur du brevet international, les entreprises pharmaceutiques ont fait pression sur le gouvernement américain pour qu'il place la Thaïlande sur une liste de pays pouvant être sujets à des sanctions commerciales.

Tous ces exemples illustrent comment et pourquoi notre modèle économique actuel (« au service des 1 % ») est corrompu. Il ignore la majorité de la population mondiale, et ne tient pas compte de la planète. Le FMI, l'OCDE, le Pape et bien d'autres encore s'accordent sur le fait que nous traversons actuellement une crise des inégalités. Il est temps d'agir pour trouver une solution, car les inégalités ne sont pas inévitables. Le modèle actuel ne doit rien au hasard : il résulte de choix politiques délibérés et du fait que nos dirigeants accèdent aux volontés des 1 % les plus riches et de leurs représentants plutôt que d'agir dans l'intérêt du plus grand nombre. Il est temps de mettre fin à ce modèle économique corrompu.

Notre monde regorge de richesses. L'accumulation de fortunes aussi importantes aux mains d'une minorité si infime n'a aucun sens sur le plan économique, et encore moins moral. D'après Oxfam, l'humanité peut mieux faire. Nous avons l'imagination, les technologies et le talent requis pour construire un monde meilleur. Nous avons l'opportunité d'élaborer un modèle économique plus humain, où priment les intérêts du plus grand nombre. Un monde proposant un travail décent pour tous, où les femmes et les hommes vivent sur un pied d'égalité, où les paradis fiscaux se limitent à quelques chapitres dans les manuels d'histoire et où les riches paient leur juste part pour contribuer à créer une société qui profite à chacun.

Oxfam appelle les dirigeants à agir pour montrer qu'ils se rangent du côté de la majorité et pour résoudre la crise des inégalités. Des salaires décents à une meilleure réglementation des activités du secteur financier, les décideurs politiques ne manquent pas de pistes pour mettre un terme au modèle économique au service des 1 % et commencer à construire un modèle économique humain qui profite à tous :

- **Verser aux travailleurs un salaire décent et mettre fin aux écarts salariaux dus aux primes vertigineuses des dirigeants** : passer de salaires minimum à des salaires décents ; promouvoir la transparence sur les salaires ; promouvoir les droits des travailleurs à se rassembler et à faire grève.
- **Promouvoir l'égalité économique pour toutes et les droits des femmes** : indemniser le travail de soins non rémunéré ; mettre fin aux écarts salariaux entre les femmes et les hommes ; promouvoir l'égalité des femmes en matière de succession et de droits fonciers ; améliorer la collecte de données pour évaluer la manière dont les politiques économiques affectent les femmes et les filles.
- **Surveiller l'influence des puissantes élites** : imposer des registres publics pour les activités de lobbying et mieux réguler les conflits d'intérêts ; diffuser publiquement et gratuitement des informations pertinentes sur les processus administratifs et budgétaires, et les rendre facilement accessibles ; réformer l'environnement réglementaire, notamment au niveau de la transparence des États ; dissocier entreprises et financement des campagnes politiques ; prendre des mesures pour rompre les liens entre les grandes entreprises et les États.
- **Modifier le système international de R&D et la tarification des médicaments, de manière à ce que l'ensemble de la population ait accès à des médicaments adaptés et abordables** : négocier un traité international relatif à la R&D ; renforcer les investissements pour les médicaments, notamment pour des génériques abordables ; exclure les règles de propriété intellectuelle des accords commerciaux. Le financement de la R&D doit être dissocié de la tarification des médicaments pour briser les monopoles des entreprises, garantir le bon financement de la R&D pour les thérapies requises et proposer des produits abordables.

- **Partager équitablement la charge fiscale pour uniformiser les règles du jeu** : transférer la charge fiscale du travail et de la consommation vers la richesse, le capital et les revenus tirés de ces actifs ; augmenter la transparence sur les mesures fiscales incitatives ; adopter un impôt sur la fortune au niveau national.
- **Recourir à des dépenses publiques progressives pour lutter contre les inégalités** : donner la priorité aux politiques, pratiques et dépenses qui augmentent le financement des services de santé et d'éducation gratuits afin de lutter contre la pauvreté et les inégalités au niveau national. Ne pas mettre en œuvre des réformes de marché n'ayant pas fait leurs preuves ou impossibles à réaliser pour les systèmes de santé et d'éducation publics, et assurer la prestation de services essentiels par le secteur public plutôt que par le secteur privé.

Oxfam appelle en priorité les dirigeants mondiaux à s'entendre sur une approche globale pour éradiquer les paradis fiscaux.

Les dirigeants mondiaux doivent s'engager plus efficacement dans la lutte contre les paradis fiscaux et contre les régimes fiscaux dommageables, y compris les régimes non préférentiels. Il est temps de mettre un terme au nivellement vers le bas en matière de fiscalité des entreprises. Enfin, tous les États et gouvernements – y compris les pays en développement, traités sur un pied d'égalité – doivent s'accorder sur la création d'une organisation mondiale de la fiscalité qui tienne compte de tous les États et gouvernements et ayant pour mission de s'assurer que les régimes fiscaux nationaux n'ont pas de répercussions négatives à l'échelle internationale.

NOTES

- 1 Credit Suisse (2015) 'Global Wealth Databook 2015'. Total net wealth at constant exchange rate (USD billion). <http://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/index.cfm?fileid=C26E3824-E868-56E0-CCA04D4BB9B9ADD5>
- 2 D.Hardoon, R.Fuentes-Nieva et S.Ayele (2016) "An Economy for the 1%: How privilege and power in the economy drive extreme inequality and how this can be stopped", Oxfam, <http://oxf.am/ZniS>
- 3 Source : Calculs d'Oxfam basés sur la base de données Lakner-Milanovic World Panel Income Distribution (LM-WPID), 2013. Créé pour C.Lakner et B.Milanovic (2013) "Global Income Distribution: From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession", Banque mondiale. Données pour 2011 obtenues via une correspondance personnelle avec B.Milanovic, septembre 2015.
- 4 G. Zucman (2014) 'Taxing Across Borders: Tracking Personal Wealth and Corporate Profits', Journal of Economic Perspectives. <http://gabriel-zucman.eu/files/Zucman2014JEP.pdf>
- 5 Source : Wealth of the bottom 50 percent from Credit Suisse, 'Global Wealth Databook 2015'. Données sur la richesse nette des 62 individus les plus riches de la liste annuelle des milliardaires de Forbes.
- 6 C. Gonzales, S. Jain-Chandra, K. Kochhar, M. Newiak et T. Zeinullayev (2015) 'Catalyst for Change: Empowering Women and Tackling Income Inequality'. FMI. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1520.pdf>
- 7 T. Gore (2015) 'Extreme Carbon Inequality: Why the Paris climate deal must put the poorest, lowest emitting and most vulnerable people first', Oxfam, <http://oxf.am/Ze4e>
- 8 Source : reproduit à partir de L. Mishel et A. Davis (2015) 'CEO Pay Has Grown 90 Times Faster than Typical Worker Pay Since 1978' EPI. <http://www.epi.org/publication/ceo-pay-has-grown-90-times-faster-than-typical-worker-pay-since-1978>
- 9 M. Cohn (2013) 'Tax Avoidance Seen as a Human Rights Violation', Accounting Today. <http://www.accountingtoday.com/news/Tax-Avoidance-Human-Rights-Violation-68312-1.html>
- 10 OCDE (2012) 'OECD Employment Outlook 2012'. OECD Publishing. Chapitre 3, 'Labour losing to capital: what explains the declining labour share?'. <http://www.oecd.org/els/employmentoutlook-previouseditions.htm>
- 11 Graphique reproduit à partir de M-H. Lim (2014), 'Globalization, Export-Led Growth and Inequality, The East Asian Story', South Centre. http://www.southcentre.int/wp-content/uploads/2014/11/RP57_Globalisation-Export-led-Growth-and-Inequality-rev_EN.pdf

© Oxfam International, janvier 2016

Ce document a été rédigé par Deborah Hardoon, Sophia Ayele et Ricardo Fuentes-Nieva. Le résumé a été rédigé par Max Lawson. Oxfam remercie Branko Milanovic pour avoir fourni les données de 2011 du LM-WPID et Branko Milanovic et Maro Lilla pour leur aide précieuse concernant la méthodologie relative aux parts des revenus mondiaux. Oxfam remercie également Tony Shorrocks pour avoir fourni les données sources du *Global Wealth Databook* de 2014 et pour avoir apporté sa connaissance approfondie de la méthodologie du Credit Suisse dans le cadre du *Global Wealth Databook*. Les auteurs souhaitent également remercier Anna Coryndon pour ses excellents conseils éditoriaux ainsi qu'Anna Arendar, Jaime Atienza et Katy Wright pour leur aide dans la gestion de ce projet. Oxfam remercie les nombreux membres de la confédération ayant contribué à l'analyse ; Jon Slater, Francesca Rhodes, Rachel Wilshaw, Mohga Kamal Yanni, Uwe Gneiting, Alison Holder, Claire Godfrey et Susana Ruiz.

Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org.

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-994-2 en janvier 2016.
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays, à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk) Oxfam
Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Espagne) (www.intermonoxfam.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Mexique (www.oxfamexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz) Oxfam
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

www.oxfam.org



OXFAM